

GRUPE D'ECONOMIE
MONDIALE



SCIENCES PO

COMMUNIQUE DE PRESSE
Paris, le 17 mars 2006

VICTOIRE DE LA TRANSPARENCE

Le Ministère français de l'Agriculture vient de commencer à rendre accessibles les données sur les subventions agricoles en France, y compris celles sur les droits à paiement unique (DPU) qui entreront en vigueur cette année. A ce jour, seule l'Ecosse a fourni cette information sur les DPU. La France est donc le premier pays européen à offrir une transparence aussi complète sur la distribution des subventions agricoles pour les années passées et, bien plus important, futures.

En septembre 2005, le GEM a, le premier, déposé une requête auprès de la Commission d'Accès aux Documents Administratifs (CADA) afin de connaître les bénéficiaires des subventions agricoles passées ainsi que ceux des DPU futurs. Depuis lors, Pierre Boulanger, en charge du projet « Efficience, équité et transparence de la PAC » au GEM, a publié 4 textes sur les subventions agricoles en France.¹ Il publiera rapidement ses premiers résultats sur les DPU. En novembre 2005, le journal Capital a entamé une procédure similaire afin de connaître les noms des 100 principaux bénéficiaires des subventions agricoles passées. Une première liste des 10 principaux bénéficiaires des primes végétales et animales (ces 20 exploitations se partagent 8,67 millions d'euros en 2004) a déjà été rendue publique, et est disponible sur le site web du GEM.

Cette évolution remarquable suggère deux leçons. D'abord, la France change, et plus vite qu'on ne le croit. Une telle nouvelle était presque inconcevable il y a quelques mois, et la

¹ Les brèves suivantes sont disponibles sur le site web du GEM : *La Politique agricole commune : le moment de vérité en France?* (7 novembre 2005), *Les subventions à l'exportation : une espèce en voie de disparition* (19 décembre 2005), *Une irrigation copieusement arrosée d'euros* (9 janvier 2006) ainsi qu'une étude plus détaillée de la distribution des subventions agricoles en France, *Les réalités de la distribution des subventions agricoles en France* (10 novembre 2005). Les personnes intéressées par une vue européenne peuvent consulter le site www.farmsubsidy.org.

France paraissait l'exemple achevé de la résistance à tout changement de politique agricole. L'idée qu'un monde plus ouvert ne signifie pas la fin de l'agriculture française fait son chemin chez les agriculteurs. Bon nombre de ces derniers commencent à appeler de leurs vœux une réforme ambitieuse de la Politique Agricole Commune combinant efficience économique d'une part et cohésion sociale et territoriale d'autre part – et le plus vite serait le mieux (par exemple, lors du réexamen du budget européen de 2008-2009). Bien sûr, ceci est un processus délicat qui demandera encore du courage politique, comme celui qui a rendu ces données disponibles.

Ensuite, les données sur les DPU utilisées par le GEM sont anonymes. Il y avait quelque intérêt à révéler les noms des plus grands bénéficiaires de subventions pour secouer une situation gelée. Ce moment est passé. L'agriculture française est variée et dynamique au point de pouvoir accueillir grandes (voire plus grandes) exploitations et petites fermes (bénéficiant de structures adéquates). Elle exige des agriculteurs innovateurs, pouvant faire des projets à long terme qui ne soient pas sous la menace constante de nouvelles réformes partielles et permanentes, aptes à utiliser les dernières découvertes génétiques comme les procédés traditionnels et biologiques, prêts à investir à l'étranger et à penser en termes de marques et de niches – et de telles firmes existent déjà. Une analyse détaillée et rigoureuse des subventions agricoles françaises aidera à comprendre comment et combien les politiques passées et actuelles ont ralenti l'émergence de nouvelles structures de production, et à définir ce qu'il conviendrait de faire pour libérer les forces agricoles de contraintes anachroniques et contre-productives.

Pierre Boulanger et Patrick Messerlin

Patrick Messerlin est directeur du Groupe d'Economie Mondiale et professeur à Sciences Po.

Pierre Boulanger est assistant de recherche au GEM et enseignant à Sciences Po.

Groupe d'Economie Mondiale (GEM)
Institut d'Etudes Politiques de Paris – Sciences Po
197, Boulevard Saint-Germain
75007 Paris – France

Tél. : +33 (0)1 45 49 72 56 / 50 85
Fax : +33 (0)1 45 49 72 57
<http://gem.sciences-po.fr>
courriel : pierre.boulanger@sciences-po.org
gem@sciences-po.fr